

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2013-2014

14 OCTOBRE 2013

Proposition de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, afin d'élargir le type de contrôle exercé sur la mesure privative de liberté

(Déposée par Mme Fatiha Saïdi)

DÉVELOPPEMENTS

La présente proposition de loi a pour finalité de répondre à l'accord de gouvernement. Le projet de déclaration de politique générale du 1^{er} décembre 2011 précise en son point 2.7 consacré à la réforme de l'asile et de l'immigration « La détention en centre fermé ne sera utilisée que lorsqu'il y a échec des alternatives moins contraignantes ».

La présente proposition se place également dans la droite ligne des valeurs de la primauté de la personne humaine et le respect des droits de l'homme consacrés par les engagements européens et internationaux de la Belgique.

La modification de l'alinéa 2 de l'article 72 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, permettra de répondre aux exigences de la Cour européenne des droits de l'homme et de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne.

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 2013-2014

14 OKTOBER 2013

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, om de vormen van controle op de maatregel van vrijheidsberoving uit te breiden

(Ingediend door mevrouw Fatiha Saïdi)

TOELICHTING

Het doel van dit wetsvoorstel is tegemoet te komen aan het regeerakkoord. De ontwerpverklaring over het algemeen beleid van 1 december 2011 bepaalt in haar punt 2.7 over de hervorming van asiel en migratie : « Opsluiting in een gesloten centrum komt enkel in aanmerking ingeval minder dwingende alternatieven geen resultaat opleveren ».

Dit voorstel beroert zich onverkort op de waarden van het primaat van de persoon en de eerbiediging van de mensenrechten, die bekraftigd worden door de Europese en internationale verbintenissen van België.

Door de wijziging van het tweede lid van artikel 72 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen kan men voldoen aan de eisen van het Europees Hof voor de rechten van de mens en de rechtspraak van het Hof van Justitie van de Europese Unie.

La détention administrative en centre fermé : un lieu d'angoisse et de désarroi

L'administration a systématiquement recours à la détention. L'enfermement y est perçu comme une sanction par les personnes retenues qui ne comprennent pas qu'une réponse quasi pénale soit apportée à leur situation alors qu'elles considèrent n'avoir commis aucun acte répréhensible.

Les sites de détention administrative sont des lieux de tension quotidienne, de violence et de détresse humaine. L'exercice des droits y est particulièrement difficile. Un centre fermé est un lieu de privation de liberté et de détresse par nature anxiogène qui engendre de nombreux actes de désespoir : automutilations, tentatives de suicide, grèves de la faim ou incendies.

Les pratiques peuvent varier de manière importante d'un centre à l'autre mais également selon le personnel concerné. Le recours à la contrainte se fait parfois de manière arbitraire et non nécessaire. Certains centres ont parfois recours de manière abusive au placement en cellule d'isolement des personnes. Souvent utilisé comme sanction disciplinaire et allant au-delà de ce que l'on peut considérer comme un usage exceptionnel, la mise à l'isolement est contraire au respect des droits fondamentaux de toute personne, quelle que soit sa situation administrative.

La détention administrative en centre fermé : de la difficulté à l'expression du droit

L'article 23 de la Constitution belge garantit le droit de mener une vie conforme à la dignité humaine. Les droits sociaux qui sont protégés par cet article comprennent entre autres le droit à l'assistance juridique. L'article 23, alinéa 3, 2°, stipule que « chacun a le droit de mener une vie conforme à la dignité humaine. Ces droits comprennent notamment, le droit à la sécurité sociale, à la protection de la santé et à l'aide sociale, médicale et juridique ».

En Belgique, l'aide juridique en centre fermé est prévue par l'arrêté royal du 2 août 2002 fixant le régime et les règles de fonctionnement applicables aux centres fermés et définissant les droits et obligations des étrangers détenus en centre fermé.

Être défendu et pouvoir faire respecter ses droits doit non seulement être théorique mais surtout effectif. Les directives européennes, « procédure », « accueil » et « retour », énoncent les trois piliers d'une aide juridique

De administratieve hechtenis in een gesloten centrum : een plaats vol angst en ontreddering

De administratie maakt systematisch gebruik van bewaring. De opgesloten personen zien de opsluiting als een straf en ze begrijpen niet dat er een quasi strafrechtelijk antwoord komt op hun toestand, terwijl ze vinden dat ze niets strafbaars hebben gedaan.

De centra voor administratieve hechtenis zijn plaatsen van dagelijkse spanningen, geweld en menselijke wanhoop. Het is uiterst moeilijk er zijn rechten uit te oefenen. Een gesloten centrum is een plaats van vrijheidsberoving en wanhoop die per definitie angstwekkend is en die vele wanhoopsdaden opwekt : zelfverminking, zelfmoordpogingen, hongerstakingen of brandstichting.

De praktijken kunnen erg verschillen van centrum tot centrum, maar ook al naargelang van het betrokken personeel. Soms maakt men op arbitraire en overbodige wijze gebruik van dwang. In sommige centra stopt men soms ten onrechte mensen in een isoleercel. Het isoleren van een persoon, vaak aangewend als tuchtstraf en niet alleen in wat men als buitengewone gevallen kan beschouwen, is strijdig met diens fundamentele rechten, ongeacht zijn administratieve status.

De administratieve hechtenis in een gesloten centrum : de moeizame uitoefening van het recht

Artikel 23 van de Belgische Grondwet waarborgt het recht op het leiden van een menswaardig leven. De sociale rechten die door dat artikel worden beschermd, behelzen onder andere het recht op juridische bijstand. Artikel 23, derde lid, 2°, bepaalt : « ieder heeft het recht een menswaardig leven te leiden. Die rechten omvatten inzonderheid : het recht op sociale zekerheid, bescherming van de gezondheid en sociale, geneeskundige en juridische bijstand ».

In België wordt de juridische bijstand in een gesloten centrum geregeld door het koninklijk besluit van 2 augustus 2002 houdende vaststelling van het regime en de werkingsmaatregelen van de gesloten centra en bepaling van de rechten en plichten van de vreemdelingen die in een gesloten centrum worden vastgehouden.

Verdedigd worden en zijn rechten kunnen doen eerbiedigen, mag niet alleen theorie blijven, maar moet vooral praktijk zijn. De « procedurerichtlijn », de « opvangrichtlijn » en de « terugkeerrichtlijn » van

de qualité, à savoir l'information, l'interprétariat et l'accès à un avocat. Si l'une de ces conditions n'est pas remplie, le droit à un recours effectif n'est plus assuré convenablement et l'ensemble des garanties et protections des droits fondamentaux prévus dans les lois et les conventions internationales s'écroule.

La vulnérabilité liée à la détention et la difficulté du contact avec le monde extérieur sont autant de facteurs pénalisants pour l'étranger souhaitant faire valoir ses droits. Beaucoup de personnes en détention administrative se sentent perdues dans un dédale administratif. Les procédures complexes, les manquements à l'accès à une information indépendante et une assistance juridique limitée, aggravent le sentiment d'insécurité juridique. Les étrangers détenus ne sont pas suffisamment au courant de leur situation juridique et des recours possibles. La difficulté à faire valoir ses droits fondamentaux est vécue comme une profonde injustice et engendre des tensions et des violences.

La Cour européenne des droits de l'homme a réaffirmé ces principes fondamentaux en condamnant la Belgique pour violation du droit à la liberté (article 5, § 1^{er}, CEDH) dans le cadre de l'affaire *Conka c. Belgique*, requête n° 51564/99.

L'expression du droit en centre fermé peut également être altérée par d'autres facteurs. Le transfert des étrangers détenus entre centres fermés en est un. L'accès par les avocats au dossier de leur client, l'emploi des langues en matière administrative et les problèmes de compétence territoriale, en sont d'autres.

Les transferts posent des problèmes pour le suivi de l'aide juridique des personnes détenues en centre fermé. Les avocats perdent parfois des jours précieux à essayer de localiser leur client ou à attendre qu'il les appelle.

La difficulté à consulter dans de brefs délais l'historique des décisions d'un dossier centralisé à l'Office des étrangers à Bruxelles, oblige les avocats à introduire des requêtes de mise en liberté auprès de la chambre du conseil non pas pour qu'il soit statué sur le recours, mais pour simplement accéder à l'ensemble du dossier administratif de l'étranger détenu.

Il arrive fréquemment que des avocats désignés soient incapables d'introduire un recours parce qu'ils

de l'Union européenne mentionnent les trois piliers de la qualité juridique, à savoir l'information, l'interprétariat et l'accès à un avocat. Si l'une de ces conditions n'est pas remplie, le droit à un recours effectif n'est plus assuré convenablement et l'ensemble des garanties et protections des droits fondamentaux prévus dans les lois et les conventions internationales s'écroule.

De vulnérabilité liée à la détention et la difficulté du contact avec le monde extérieur sont autant de facteurs pénalisants pour l'étranger souhaitant faire valoir ses droits. Beaucoup de personnes en détention administrative se sentent perdues dans un dédale administratif. Les procédures complexes, les manquements à l'accès à une information indépendante et une assistance juridique limitée, aggravent le sentiment d'insécurité juridique. Les étrangers détenus ne sont pas suffisamment au courant de leur situation juridique et des recours possibles. La difficulté à faire valoir ses droits fondamentaux est vécue comme une profonde injustice et engendre des tensions et des violences.

Le droit à la sécurité juridique est également menacé par la séparation entre les centres fermés. La Cour européenne des droits de l'homme a réaffirmé ces principes fondamentaux en condamnant la Belgique pour violation du droit à la liberté (article 5, § 1^{er}, CEDH) dans le cadre de l'affaire *Conka c. Belgique*, requête n° 51564/99.

De la séparation entre les centres fermés peut également être altérée par d'autres facteurs. Le transfert des étrangers détenus entre centres fermés en est un. L'accès par les avocats au dossier de leur client, l'emploi des langues en matière administrative et les problèmes de compétence territoriale, en sont d'autres.

De la séparation entre les centres fermés posent des problèmes pour le suivi de l'aide juridique des personnes détenues en centre fermé. Les avocats perdent parfois des jours précieux à essayer de localiser leur client ou à attendre qu'il les appelle.

Omdat het moeilijk is snel zicht te krijgen op de opeenvolgende beslissingen binnen een dossier dat centraal wordt bewaard bij de Dienst Vreemdelingenzaken in Brussel, zijn de advocaten verplicht verzoeken tot invrijheidstelling in te dienen bij de raadkamer, niet omdat men beslist over het rechtsmiddel, maar gewoon om toegang te krijgen tot het hele administratieve dossier van de gedetineerde vreemdeling.

Het gebeurt vaak dat aangewezen advocaten niet in staat zijn een rechtsmiddel in te stellen omdat ze de

ne maîtrisent pas la langue de la décision qu'a prise l'administration. La rigidité de la réglementation sur l'emploi des langues en matière administrative, dans un domaine qui relève d'une administration fédérale, ralentit la qualité de l'expression du droit en centre fermé.

Dans les cas d'une procédure d'asile, l'enfermement rend la procédure plus compliquée. Le demandeur d'asile en centre fermé est confronté à toute une série d'obstacles d'ordre pratique. Les demandeurs d'asile qui ne sont pas détenus ont accès facilement aux conseils tant d'un avocat que d'un service juridique spécialisé pour pouvoir préparer correctement une audition devant le CGRA (Commissariat général aux réfugiés et apatrides) ou le CCE (Conseil du Contentieux des Étrangers). Par contre, le contact avec le monde extérieur est beaucoup plus difficile pour les demandeurs d'asile en centre fermé. Ils ne peuvent téléphoner à leur avocat qu'à des heures fixes et il est parfois difficile pour celui-ci de se déplacer pour bien préparer les auditions. Cette liberté est d'autant plus importante que le demandeur d'asile pour préparer son dossier à souvent besoin de récolter des éléments de preuve à l'appui de sa demande d'asile par exemple en contactant des personnes dans son pays d'origine. Cette impossibilité aggrave le risque de rejet de la demande.

Un centre fermé n'est pas le lieu le plus adapté à une personne qui demande la protection et l'enfermement est difficilement compatible avec une procédure d'asile de qualité. Enfermer des personnes qui font une demande de protection, est en contradiction avec l'esprit de la Convention de Genève. La banalisation de l'enfermement administratif est contraire au droit européen qui préconise par principe la primauté du délai de départ volontaire et l'enfermement comme dernier recours.

Au vu des obstacles nombreux que pose la détention en centre fermé au déroulement d'une procédure de qualité, la présente proposition propose d'y remédier en permettant à une juridiction de statuer sur l'opportunité de l'enfermement. Que l'enfermement ne soit pas la règle permettrait aux personnes concernées de mieux assurer leur défense.

Les restrictions à la qualité de l'aide juridique comme conséquence de l'enfermement sont contraires en droit à un recours effectif et donc contraire à l'article 13 de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) et à l'article 23, alinéa 3, 2^e, de la Constitution belge qui garantit le droit à l'aide juridique.

taal niet beheersen van de beslissing die de administratie heeft genomen. De stroeve reglementering van het gebruik van talen in bestuurszaken, op een gebied waarvoor een federaal bestuur bevoegd is, vertraagt de kwaliteitsvolle rechtsuitoefening in de gesloten centra.

Bij een asielprocedure maakt de opsluiting de procedure ingewikkelder. De asielzoeker in een gesloten centrum wordt met een hele reeks praktische obstakels geconfronteerd. Asielzoekers die niet worden vastgehouden, hebben gemakkelijk toegang tot het advies van een advocaat en van een gespecialiseerde juridische dienst om een verschijning voor het CGVS (Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen) of voor de RvV (Raad voor Vreemdelingenbetwistingen) correct voor te bereiden. Voor de asielzoekers in gesloten centra verloopt het contact met de buitenwereld daarentegen veel moeilijker. Ze mogen slechts op vaste uren naar hun advocaat telefoneren en soms is het voor die laatste moeilijk om zich te verplaatsen om de verschijning goed voor te bereiden. Die vrijheid is heel belangrijk, omdat de asielzoeker ter voorbereiding van zijn dossier vaak bewijzen ter ondersteuning van zijn asielverzoek moet verzamelen door bijvoorbeeld contact op te nemen met mensen in zijn land van herkomst. Dat wordt onmogelijk gemaakt, wat het risico op verwerping van het verzoek vergroot.

Een gesloten centrum is niet de geschiktste plaats voor iemand die bescherming vraagt en opsluiting valt moeilijk te verzoenen met een kwaliteitsvolle asielprocedure. Mensen die om bescherming vragen opsluiten, is strijdig met de doelstellingen van het Verdrag van Genève. Courant gebruik maken van administratieve hechtenis is strijdig met het Europees recht, dat principieel een lans breekt voor het primaat van de termijn voor vrijwillige terugkeer en voor opsluiting als laatste mogelijkheid.

Gelet op de vele obstakels die de detentie in een gesloten centrum opwerpt voor het verloop van een kwaliteitsvolle procedure, wil men met dit voorstel een oplossing bieden door toe te staan dat een rechtscollege beslist of opsluiting gepast is. Indien opsluiting niet de regel is, kunnen mensen hun verdediging beter organiseren.

De beperkingen inzake de kwaliteit van de juridische bijstand als gevolg van opsluiting zijn in rechte strijdig met een daadwerkelijk rechtsmiddel en dus met artikel 13 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens (EVRM) en met artikel 23, derde lid, 2^e, van de Belgische Grondwet, dat het recht op juridische bijstand waarborgt.

À ce titre, la présente proposition de loi modifiant l'article 72, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, permettra à l'étranger de garantir au mieux son droit à un recours effectif et de qualité.

La détention administrative en centre fermé :

— *Recours contre la mesure privative de liberté devant la chambre du conseil du tribunal correctionnel*

Conformément à l'article 71 de la loi du 15 décembre 1980, l'étranger détenu en centre fermé peut introduire un recours contre la décision de détention administrative en déposant une requête auprès de la chambre du conseil.

— *Le caractère non automatique du contrôle*

Le contrôle n'est pas automatique. La décision d'enfermement n'est examinée par un juge que suite à une initiative de l'étranger enfermé. L'article 5, alinéa 4, de la CEDH stipule que « toute personne privée de sa liberté par arrestation ou détention a le droit d'introduire un recours devant un tribunal, afin qu'il statue à bref délai sur la légalité de sa détention et ordonne sa libération si la détention est illégale ». L'ordonnance de la chambre du conseil peut également faire l'objet d'un recours devant la chambre des mises en accusation.

Par défaut d'information quant aux procédures et du fait de problèmes d'aide juridique, beaucoup d'étrangers détenus n'introduisent pas un tel recours et restent enfermés pendant des mois sans qu'une instance juridictionnelle examine la légalité de leur enfermement. Ceci compromet le droit à un recours effectif (article 13 de la CEDH).

L'Office des étrangers ne publie plus de chiffres détaillés, mais le rapport annuel de l'année 2007 atteste que sur les 7 506 personnes détenues en centre fermé, 1 205 recours devant la chambre du conseil ont été introduits ; à peine 16 % des personnes détenues en centre fermé, soit moins d'une personne sur cinq, auraient vu leur détention contrôlée par une juridiction.

In die zin zal dit wetsvoorstel tot wijziging van artikel 72, tweede lid, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, de vreemdeling in de gelegenheid stellen zijn recht op een daadwerkelijk en kwaliteitsvol rechtsmiddel zo goed mogelijk te waarborgen.

De administratieve hechtenis in een gesloten centrum :

— *Beroep instellen tegen de maatregel van vrijheidsberoving bij de raadkamer van de correctionele rechtbank.*

Overeenkomstig artikel 71 van de wet van 15 december 1980, kan de vreemdeling die vastgehouden wordt in een gesloten centrum beroep instellen tegen de maatregel van administratieve hechtenis door een verzoekschrift neer te leggen bij de raadkamer.

— *De niet-automatische aard van de controle.*

De controle is niet automatisch. De beslissing van vrijheidsberoving wordt pas door een rechter onderzocht wanneer de opgesloten vreemdeling een initiatief neemt. Artikel 5, vierde lid, van het EVRM bepaalt : « Eenieder die door arrestatie of gevangenhouding van zijn vrijheid is beroofd, heeft het recht voorziening te vragen bij de rechter opdat deze op korte termijn beslist over de wettigheid van zijn gevangenhouding en zijn invrijheidsstelling beveelt indien de gevangenhouding onrechtmatig is. » Tegen de beschikking van de raadkamer kan beroep worden ingesteld bij de kamer van inbeschuldigingstelling.

Veel vreemdelingen zijn niet op de hoogte van de procedures en ondervinden problemen wat juridische bijstand betreft, waardoor zij niet in beroep gaan en maandenlang opgesloten blijven zonder dat een gerechtelijke instantie de wettigheid van hun opsluiting controleert. Dit druijt in tegen het recht op een daadwerkelijk rechtsmiddel (artikel 13 EVRM).

De Dienst Vreemdelingenzaken publiceert geen gedetailleerde gegevens meer, maar het jaarverslag 2007 bevestigt dat er van 7 506 personen die opgesloten waren in gesloten centra, 1 205 beroep hadden ingesteld bij de raadkamer. Dat betekent dat voor minder dan een op vijf personen een controle op hun opsluiting werd uitgevoerd door het gerecht.

La chambre du conseil ne juge pas de la légalité d'un titre autonome de privation de liberté distinct de celui visé par le recours, par exemple en cas d'adoption d'une nouvelle mesure privative de liberté qui ne prolonge pas la mesure initiale qui fait l'objet du recours. Plus concrètement, le ministère prend souvent une nouvelle décision d'enfermement (annexe 39) un jour avant que l'affaire soit évoquée en chambre du conseil. Les juges de la chambre du conseil ne peuvent que déclarer la première requête « sans objet », et l'avocat doit introduire une nouvelle requête contre la nouvelle décision. Une partie du travail de l'avocat est donc réduite à néant, et ceci s'ajoute aux obstacles évoqués qui réduisent considérablement l'efficacité de ce recours et alourdissent le travail des avocats.

— *Limitation de l'examen à la légalité de la détention*

Cette possibilité d'appel est très limitée. Le contrôle de la chambre du conseil ne porte que sur la légalité de la mesure en vertu de l'article 72 de la loi du 15 décembre 1980. Avant l'implémentation de la directive retour, selon la jurisprudence constante de la Cour de cassation, les juridictions d'instruction ne pouvaient apprécier que la légalité, et non l'opportunité, du titre de privation de liberté.

La décision d'enfermement est une compétence discrétionnaire du ministre de la Politique de l'asile et de la migration. Il paraît dès lors logique que la chambre du conseil examine aussi l'opportunité de cette décision. La compétence du pouvoir judiciaire est précisément de confronter un tel pouvoir discrétionnaire de décision à toutes normes de droit.

En outre, les étrangers placés en centre fermé se trouvent dans une situation particulièrement précaire. Et l'enfermement lui-même dans un centre fermé peut avoir pour effet un affaiblissement sensible de l'état psychologique et physique. C'est pourquoi il paraît opportun que la chambre du conseil juge aussi de l'opportunité de l'enfermement. Par là, il faut entendre que la chambre du conseil examine, au cas par cas, au vu de la situation concrète de la personne qui fait l'objet d'une mesure d'enfermement (état de santé, vie de famille, comportement antérieur, par exemple si elle a déjà par le passé donné suite à des convocations de l'administration, examen du risque concret de disparition, etc.), si cette mesure respecte le principe de proportionnalité, si elle ne cause pas à la personne un dommage grave et si une mesure moins contraignante ne serait pas suffisante.

De raadkamer oordeelt niet over de wettigheid van een andere titel van vrijheidsberoving dan die waarop het beroep betrekking heeft, bijvoorbeeld wanneer er een nieuwe vrijheidsberovende maatregel is opgelegd die niet bedoeld is als verlenging van de oorspronkelijke maatregel waartegen het beroep is ingesteld. *In concreto* neemt de minister vaak een nieuwe beslissing van vrijheidsberoving (bijlage 39) een dag voor de zaak voorkomt bij de raadkamer. De rechters van de raadkamer kunnen niet anders dan het eerste verzoekschrift « vervallen » te verklaren en de advocaat moet dan een nieuw verzoekschrift indienen tegen de nieuwe beslissing. Een deel van het werk van de advocaat is dus voor niets geweest en dit voegt zich bij de reeds genoemde obstakels die de doeltreffendheid van het beroep ernstig aantasten en het werk van de advocaten erg bemoeilijken.

— *Beperking van het onderzoek tot de wettigheid van de hechtenis*

Deze beroeps mogelijkheid is zeer beperkt. De controle van de raadkamer betreft enkel de wettigheid van de maatregel op basis van artikel 72 van de wet van 15 december 1980. Voor de implementatie van de terugkeerrichtlijn, konden de onderzoeksgerechten volgens de vaste rechtspraak van het Hof van Cassatie alleen oordelen over de wettigheid en niet over de gepastheid van de titel van vrijheidsberoving.

De beslissing tot opsluiting is een discretionaire bevoegdheid van de minister belast met het Migratie- en asielbeleid. Het lijkt dan ook logisch dat de raadkamer ook de gepastheid van deze beslissing beoordeelt. De bevoegdheid van de rechterlijke macht is juist om de discretionaire beslissingsmacht te toetsen aan alle rechtsnormen.

Bovendien bevinden vreemdelingen die in een gesloten centrum verblijven zich in een uiterst preinaire situatie. De opsluiting zelf in een gesloten centrum kan al tot een grote verwakking leiden van de psychische en fysieke toestand. Daarom lijkt het ook een goed idee om de raadkamer ook de gepastheid van de opsluiting te laten onderzoeken. Dit zou betekenen dat de raadkamer voor elk geval apart en rekening houdende met de concrete situatie van de opgesloten persoon (gezondheidstoestand, gezinsleven, vroeger gedrag, heeft de persoon in het verleden bijvoorbeeld al op oproepen van de overheidsdiensten gereageerd, concreet onderzoek naar het risico op verdwijning, enz.), onderzoekt of de maatregel het evenredigheidsbeginsel in acht neemt, of hij de persoon geen ernstige schade toebrengt en of een minder strenge maatregel niet zou volstaan.

Beaucoup dépend de l'interprétation faite par les juges du concept de « légalité ». En théorie, ils peuvent se prononcer à la lumière non seulement des normes belges en vigueur, mais aussi à celle de normes internationales comme la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (en particulier les articles 3 et 5) ou à la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne. Dans la pratique, la proportionnalité de la mesure par rapport à la situation particulière de la personne enfermée n'est pas mise en question. Or, les critères définis par la Cour européenne des droits de l'homme pour les cas de privation de liberté d'adultes, et notamment l'examen de la proportionnalité, devraient être appliqués plus strictement lorsqu'il s'agit de personnes vulnérables (Cour européenne des droits de l'homme, arrêt n° 22414/93 du 15 novembre 1996, *Chahal vs Royaume-Uni*, et arrêt 229/03 du 28 février 2008, *Saadi vs Royaume-Uni* relatifs aussi bien à la privation de liberté à l'entrée sur le territoire qu'à la privation de liberté à la suite d'une décision d'éloignement).

La procédure devant la chambre du conseil est moins favorable pour les étrangers que pour les personnes en détention préventive. La procédure en ce qui concerne la détention administrative des étrangers se différencie de la procédure pénale relative à la détention préventive devant la même juridiction sur deux points importants. D'une part, il ne s'agit que d'un contrôle de légalité et non d'un contrôle d'opportunité de la mesure privative de liberté. Le juge se borne à vérifier que la mesure est suffisamment motivée en droit. D'autre part, ce contrôle de légalité n'est pas automatique. Une mesure de détention préventive dans le cadre de poursuites pénales doit obligatoirement être décidée par la chambre du conseil tandis qu'une mesure de détention administrative d'un étranger ne fera l'objet d'un contrôle par la chambre du conseil que si l'avocat de l'étranger introduit une requête de mise en liberté.

— *Le caractère non suspensif de la requête*

L'introduction d'une requête de mise en liberté ne suspend pas l'exécution de la mesure d'éloignement. Ceci rend l'appel peu effectif, et a pour effet que les détenus ne peuvent pas toujours faire valoir leur droit au contrôle de la mesure d'enfermement.

Dans l'affaire « Tabitha », dans laquelle les autorités belges ont procédé à l'expulsion malgré une requête pendante devant la chambre du conseil, la Cour européenne des droits de l'homme a souligné que des voies

Er hangt veel af van de interpretatie die de rechters geven aan het begrip « wettigheid ». In theorie kunnen zij hun uitspraak niet alleen op de geldende Belgische normen baseren, maar ook op de internationale normen, zoals het Europees Handvest voor de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden (in het bijzonder artikelen 3 en 5) of de rechtspraak van het Hof van Justitie van de Europese Unie. In de praktijk wordt de evenredigheid van de maatregel ten aanzien van de specifieke situatie van de opgesloten persoon niet onderzocht. De criteria die door het Europees Hof voor de rechten van de mens zijn vastgesteld voor de gevallen van vrijheidsberoving bij volwassenen en het daarbij horende evenredigheidsonderzoek zouden strikter moeten worden toegepast wanneer het gaat om kwetsbare personen (Europees Hof voor de rechten van de mens, arrest nr. 22414/93 van 15 november 1996, *Chahal v. Verenigd Koninkrijk*, en arrest nr. 229/03 van 28 februari 2008, *Saadi v. Verenigd Koninkrijk*, die betrekking hebben zowel op de vrijheidsberoving bij binnenkomst op het grondgebied als op de vrijheidsberoving na een beslissing tot verwijdering).

De procedure voor de raadkamer is minder gunstig voor vreemdelingen dan voor mensen in voorlopige hechtenis. De procedure betreffende de administratieve hechtenis van vreemdelingen verschilt op twee belangrijke punten van de strafprocedure betreffende de voorlopige hechtenis bij hetzelfde gerecht. Enerzijds wordt alleen een wettigheidscontrole uitgevoerd en wordt niet gekeken naar de gepastheid van de maatregel van vrijheidsberoving. De rechter beperkt zich ertoe na te gaan of de maatregel in rechte gemotiveerd is. Anderzijds is die controle van de wettigheid niet automatisch. Over een maatregel van voorlopige hechtenis in het kader van een strafrechtelijke vervolging wordt altijd beslist door de raadkamer, terwijl een maatregel van administratieve hechtenis van een vreemdeling alleen door de raadkamer wordt gecontroleerd als de advocaat van de vreemdeling een verzoekschrift tot invrijheidstelling indient.

— *De niet-opschortende aard van het verzoek*

Het indienen van een verzoek tot invrijheidstelling schort de uitvoering van de verwijderingsmaatregel niet op. Dit betekent dat het beroep niet erg doeltreffend is en dat de opgesloten personen niet altijd hun recht kunnen laten gelden op controle van de maatregel van vrijheidsberoving.

In de zaak « Tabitha », waarbij de Belgische overheden zijn overgegaan tot uitwijzing terwijl er nog een verzoekschrift hangende was bij de raadkamer, heeft het Europees Hof voor de rechten van de mens erop

de recours rapides devaient être disponibles durant la détention d'un individu, afin que celui-ci puisse obtenir le cas échéant, sa remise en liberté.

Dans ces conditions, la Cour a estimé que le recours introduit est apparu dans les circonstances de l'espèce, dépourvu de tout effet utile (*affaire Mubilanzila Mayeka et Kaniki Mitunga c. Belgique* (requête n° 13178/03), § 112 et 113). Depuis cet arrêt rendu en octobre 2006, la pratique n'a pas changé.

L'impact de l'adoption de la directive retour sur le contrôle de la mesure privative de liberté devant la chambre du conseil

L'impact de l'adoption de la directive retour (loi du 19 janvier 2012 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, *Moniteur belge* du 17 février 2012), sur le contrôle des décisions de détention repose essentiellement sur l'article 15 de la directive et concerne la détention à des fins d'éloignement, qui introduit le fait que le placement en détention pourra se faire s'il existe un risque de fuite ou si le ressortissant concerné s'oppose au retour ou la préparation de celui-ci.

Le considérant 16 de cette directive précise que la détention est limitée « au respect du principe de proportionnalité en ce qui concerne les moyens utilisés et les objectifs poursuivis ».

— Loi transposant la directive retour

La loi qui transpose la directive retour a modifié différentes dispositions de la loi du 15 décembre 1980 relatives à la détention de l'étranger qui n'est ni admis, ni autorisé à séjourner plus de trois mois sur le territoire et qui s'est vu notifier un ordre de quitter le territoire (OQT), de celui renvoyé, expulsé ou ayant reçu un OQT qui n'a pas obtempéré dans le délai imparti et de l'étranger qui se trouve sur le territoire du Royaume sans y être admis ou autorisé et qui s'est vu notifier un OQT délivré par un autre État membre, mais qui peut être reconnu par la Belgique en application de la directive (CE) n° 2001/40 du Conseil du 28 mai 2001 relative à la reconnaissance mutuelle des décisions d'éloignement des ressortissants de pays tiers.

Néanmoins, toutes les dispositions sur base desquelles la détention peut être prononcée en vertu de la loi du

gewezen dat het mogelijk moet zijn om snel beroep in te stellen terwijl de persoon in hechtenis is, zodat men deze persoon desgevallend ook opnieuw kan vrijlaten.

Het Hof vond dat het beroep dat onder deze omstandigheden moest worden ingesteld, onmogelijk enig nuttig gevolg kon hebben (*zaak Mubilanzila Mayeka en Kaniki Mitunga vs. België* (verzoekschrift nr. 13178/03), § 112 en 113). Sinds dit arrest in oktober 2006 werd gewezen, is er in de praktijk echter niets veranderd.

De impact van de goedkeuring van de terugkeerrichtlijn op de controle van de maatregel van vrijheidsberoving voor de raadkamer

De impact van de goedkeuring van de terugkeerrichtlijn (wet van 19 januari 2012 tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, *Belgisch Staatsblad* van 17 februari 2012) op de controle van de detentiebeslissingen, is hoofdzakelijk gebaseerd op artikel 15 van de richtlijn en betreft de detentie met het oog op verwijdering waarbij detentie mogelijk is wanneer er een risico op onderduiking bestaat of de betrokken onderdaan zich verzet tegen zijn terugkeer of de voorbereiding hiervan.

Overweging 16 van de richtlijn verduidelijkt dat de detentie beperkt is « en, uit het oogpunt van de gebruikte middelen en nagestreefde doelstellingen, aan het evenredigheidsbeginsel moet worden onderworpen. ».

— Wet tot omzetting van de terugkeerrichtlijn

De wet tot omzetting van de terugkeerrichtlijn wijzigde verschillende bepalingen van de wet van 15 december 1980 betreffende de hechtenis van de vreemdeling die niet toegelaten of gemachtigd is tot een verblijf van meer dan drie maanden op het grondgebied en die een bevel heeft gekregen om het grondgebied te verlaten (BGV), en van de vreemdeling die is teruggestuurd, verwijderd of een BVG heeft ontvangen waaraan hij geen gevolg heeft gegeven binnen de toegekende termijn en de vreemdeling die op Belgisch grondgebied verblijft zonder toelating of machtiging en die een BGV heeft ontvangen dat is uitgereikt door een andere Lidstaat maar dat door België kan worden erkend op grond van richtlijn nr. 2001/40/EG van de Raad van 28 mei 2001 betreffende de onderlinge erkenning van besluiten inzake de verwijdering van onderdanen van derde landen.

Niet alle bepalingen op basis waarvan de hechtenis kan worden uitgesproken krachtens de wet van

15 décembre 1980, et par conséquent sur lesquelles un contrôle judiciaire peut être exercé, n'ont pas été revues.

— *Le contrôle de légalité devant la chambre du conseil*

La directive retour devait être transposée pour le 24 décembre 2010. À dater de ce jour, les particuliers pouvaient invoquer ses dispositions devant les tribunaux. Avant ce délai, la Cour de cassation a eu à se prononcer sur des notions qui figurent dans la directive retour. Elle a alors jugé que le contrôle d'examen de proportionnalité excède l'étendue du contrôle dont sont pourvues les juridictions d'instruction en la matière.

Dans un arrêt plus récent (Cass., 20 avril 2011, RG P.11.0609.F.), la Cour a été amenée à se prononcer sur la violation de l'article 15 de cette directive. Elle n'en a pas contesté le contrôle d'examen de proportionnalité, mais elle semble considérer qu'il appartient à la personne visée par la décision de détentie de démontrer que d'autres mesures moins coercitives étaient possibles.

— *Jurisprudence des cours européennes*

La Cour de Justice de l'Union européenne en son arrêt El Dridi (Hassen El Dridi, 28 avril 2011, C-61/11 PPU, n° 41-42), confirme, en ce qui concerne la mise en œuvre de la directive retour, que la procédure d'éloignement peut comprendre une série de mesures graduelles, parmi lesquelles la détention dans un centre fermé correspond à celle qui restreint le plus la liberté et ajoute que durant toutes ces étapes, le principe de proportionnalité devra être respecté. La Cour estime donc que ce critère de proportionnalité devrait également faire l'objet d'une appréciation dans le cadre du contrôle de légalité de toutes les décisions de détention qui entrent dans son champ d'application.

La jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme s'applique en dehors du cadre de la directive retour et les conclusions qui en découlent, s'appliquent au contrôle de toute décision de détention, quel qu'en soit le fondement.

L'arrêt M.S. (CEDH, *M.S. c. Belgique*, 31 janvier 2012, 50012/08, § 150) rappelle que seul le déroulement d'une procédure d'expulsion ou d'extradition peut justifier la privation de liberté et cela n'est pas le cas si les autorités n'ont pas de réelles perspectives.

15 december 1980 en op basis waarvan bijgevolg een gerechtelijke controle kan worden uitgeoefend, werden echter herzien.

— *De wettigheidscontrole voor de raadkamer*

De terugkeerrichtlijn diende tegen 24 décembre 2010 omgezet te zijn. Vanaf die datum kunnen privépersonen zich op die bepalingen beroepen voor de rechtbank. Voor die datum diende het Hof van Cassatie zich uit te spreken over begrippen uit de terugkeerrichtlijn. Het oordeelde dat de controle van de evenredigheidstoets de omvang van de controlebevoegdheden van de onderzoeksgerechten overschreed.

In een recenter arrest (Cass., 20 april 2011, AR P.11.0609.F.), heeft het Hof zich moeten uitspreken over de schending van artikel 15 van deze richtlijn. Het heeft de controle van de evenredigheidstoets niet betwist, maar het lijkt te oordelen dat de persoon op wie de detentiebeslissing betrekking heeft, dient aan te tonen dat andere, minder dwingende maatregelen mogelijk waren.

— *Rechtspraak van de Europese rechtscolleges*

Wat de toepassing van de terugkeerrichtlijn betreft, bevestigt het arrest El Dridi (Hassan El Dridi, 28 april 2011, C-61/11 PPU, nr. 41-42) van het Hof van Justitie van de Europese Unie dat de verwijderingsprocedure een aantal graduele maatregelen kan bevatten, waarbij de detentie in een gesloten centrum overeenkomt met een maatregel die de vrijheid het meest beperkt. Het Hof voegt eraan toe dat gedurende die verschillende stappen, het evenredigheidsbeginsel steeds in acht moet worden genomen. Het Hof meent dus dat ook een evenredigheidstoets uitgevoerd moet worden in het kader van de wettigheidscontrole van een detentiebeslissing die binnen het toepassingsgebied van de richtlijn valt.

De rechtspraak van het Europees Hof voor de rechten van de mens is van toepassing buiten het kader van de terugkeerrichtlijn om. De conclusies die eruit voortvloeien, kunnen worden toegepast op de controle van elke detentiebeslissing, ongeacht de grond ervan.

Het arrest M.S. (EHRM, *M.S. v. België*, 31 januari 2012, 50012/08, § 150) herinnert eraan dat enkel het verloop van een procedure tot verwijdering of uitzetting de vrijheidsberoving kan rechtvaardigen en dat is niet langer het geval wanneer de overheden geen redelijk vooruitzicht op verwijdering hebben.

Dans l'arrêt Yoh-Ekale Mwanje (*Yoh-Ekale Mwanje c. Belgique*, 20 décembre 2011, 10486/10, 124-125), la Cour a estimé que la détention est irrégulière, car les autorités n'ont pas envisagé une mesure moins sévère.

L'arrêt Popov (CEDH, *Popov c. France*, 19 janvier 2012, 39472/07 et 39474/07) est similaire. La Cour considère que les articles 5 et 8 ont été violés car une alternative à la détention n'a pas été examinée et que les requérants ne présentaient pas de risque particulier de fuite.

Dans ses différents arrêts, la CEDH exige une proportionnalité entre la mesure de détention et le but qu'elle poursuit et soutient la théorie en vertu de laquelle l'examen de la proportionnalité doit être intégré dans celui de la légalité réalisé sur base des articles 5 et 8 de la CEDH.

Conclusions

La détention administrative d'un étranger qui n'est accusé d'aucun délit et qui n'est autorisée que comme une mesure exceptionnelle (article 75 de la loi du 15 décembre 1980), établit que le séjour illégal est une infraction et non un délit. Il ne s'agit pas d'une mesure pénale mais d'une privation de liberté purement administrative.

L'enfermement des étrangers en vue de leur éloignement du territoire, représente une atteinte à une liberté fondamentale, et les possibilités de détention des étrangers sont tellement larges que parfois, la détention administrative peut laisser à penser qu'elle constitue un instrument de politique migratoire plutôt qu'une nécessité administrative.

Dès lors, le contrôle par la chambre du conseil prend une importance d'autant plus grande. Il est donc crucial que ce recours soit rendu effectif. Le contrôle doit être relatif à la nécessité et à la proportionnalité de la privation de liberté en vue du but assigné et doit tenir compte de toutes les circonstances propres à chaque cas concret quant à sa validité et quant à son utilité. La chambre du conseil doit avoir la compétence pour contrôler aussi bien la légalité que l'opportunité de la détention.

Il découle de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme sur le contrôle de légalité (articles 5 et 8 de la CEDH), et des arrêts de la Cour de justice

In het arrest Yoh-Ekale Mwanje (*Yoh-Ekale Mwanje v. België*, 20 december 2011, 10486/10, 124-125) oordeelt het Hof dat de detentie onregelmatig is omdat de overheden geen minder strenge maatregel hebben overwogen.

Het arrest Popov (EHRM, *Popov v. Frankrijk*, 19 januari 2012, 39472/07 en 39474/07) is vergelijkbaar. Het Hof oordeelt dat de artikelen 5 en 8 werden geschonden omdat er niet onderzocht is of er een alternatief was voor de detentie en de verzoekers geen enkel bijzonder risico tot onderduiking vormden.

In die verschillende arresten vereist het EHRM evenredigheid tussen de detentiemaatregel en het doel dat deze maatregel nastreeft. Het ondersteunt de stelling dat de evenredigheidstoets deel moet uitmaken van het wettigheidsonderzoek, dat op grond van artikel 5 en 8 van het EHRM wordt uitgevoerd.

Conclusies

De administratieve hechtenis van een vreemdeling die van geen enkel strafbaar feit wordt beschuldigd en die slechts bij uitzondering (artikel 75 van de wet van 15 december 1980) is toegestaan, stelt vast dat het illegale verblijf een misdrijf is en geen misdaad. Het gaat niet om een strafmaatregel maar om een louter administratieve vrijheidsberoving.

De opsluiting van vreemdelingen met het oog op hun verwijdering van het grondgebied, is een schending van een fundamentele vrijheid. Bovendien zijn de mogelijkheden om vreemdelingen vast te houden erg ruim waardoor soms de indruk kan ontstaan dat een administratieve hechtenis een instrument van het migratiebeleid is veeleer dan een administratieve noodzaak.

Bijgevolg is de controle door de raadkamer van groot belang. Het is dus zeer belangrijk dat dit rechtsmiddel daadwerkelijk kan worden toegepast. De controle moet betrekking hebben op de noodzaak en de evenredigheid van de vrijheidsberoving met het oog op het nagestreefde doel en moet rekening houden met alle omstandigheden van elk concreet geval wat de geldigheid en het nut ervan betreft. De raadkamer moet bevoegd zijn om zowel de wettigheid als de gepastheid van de hechtenis te controleren.

Op basis van de rechtspraak van het Europees Hof voor de rechten van de mens betreffende de wettigheidscontrole (artikelen 5 en 8 van het EHRM) en de

de l'Union européenne, qu'il est nécessaire d'étendre ce contrôle à la proportionnalité.

La directive européenne sur le retour fournit les éléments juridiques pour des alternatives à la politique d'éloignement afin de la rendre à la fois plus humaine et plus efficace.

La détention reste possible mais uniquement comme un moyen de dernier recours. Il faut donc mettre en priorité l'accent sur les alternatives à la détention. Il y a lieu ensuite de s'assurer de l'opportunité de la décision de privation de liberté.

La présente proposition de loi a pour finalité d'adapter l'article 72, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, de telle sorte que le contrôle par la chambre du conseil des décisions de privation de liberté des étrangers prises par l'Office des étrangers, pour garantir le contrôle juridictionnel de proportionnalité, en ce qui concerne les moyens utilisés et les objectifs poursuivis dans le contrôle de légalité. La modification législative qui fait l'objet de la présente proposition, permettra à la Belgique de mieux rencontrer ses obligations européennes et internationales.

La modification l'article 72, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980, rencontre l'accord de gouvernement en son point 2.7 consacré à la réforme de l'asile et de l'immigration qui stipule que « La détention en centre fermé ne sera utilisée que lorsqu'il y a échec des alternatives moins contraignantes ». Elle répond également aux recommandations du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, du CIRE (Coordination et initiatives pour réfugiés et étrangers), et de nombreuses autres organisations.

Pour assurer la stabilité juridique, fondement de notre État de droit, et contrecarrer ce que les juristes appellent le « droit flou », il y a lieu pour le législateur de présenter aux citoyens, même étrangers et en situation irrégulière, une norme, facteur de sécurité, et non une règle facteur d'inquiétude et d'incertitude.

Il est à noter également que la première chambre civile de la Cour de cassation française fait droit depuis le 5 juillet 2012 à toutes les demandes de libération d'étrangers en séjour irrégulier, en se fondant sur les articles 8 et 15 de la directive n° 2008/115/CE du Parlement européen et du Conseil, du 16 décembre 2008. Ces arrêts

arresten van het Hof van Justitie van de Europese Unie is het noodzakelijk die controle uit te breiden tot de evenredigheidstoets.

De Europese terugkeerrichtlijn reikt juridische elementen aan die alternatieven bieden voor het verwijderingsbeleid zodat het zowel humaner als doeltreffender kan worden.

Hechtenis blijft mogelijk maar alleen als laatste redmiddel. De nadruk moet dus in de eerste plaats liggen op alternatieven voor hechtenis. Vervolgens moet men nagaan of men dient over te gaan tot vrijheidsberoving.

Dit wetsvoorstel strekt ertoe artikel 72, tweede lid, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen aan te passen zodat de raadkamer de beslissingen van de Dienst Vreemdelingenzaken inzake de vrijheidsberoving van vreemdelingen kan onderwerpen aan een rechterlijke evenredigheidstoets wat de aangewende rechtsmiddelen en de doelstellingen van de wettigheidscontrole betreft. Deze wetswijziging zal België in staat stellen beter zijn Europese en internationale verplichtingen na te komen.

De wijziging van artikel 72, tweede lid, van de wet van 15 december 1980, komt tegemoet aan punt 2.7 van het regeerakkoord over de hervorming van asiel en migratie dat het volgende bepaalt : « Opsluiting in een gesloten centrum komt enkel in aanmerking ingeval minder dwingende alternatieven geen resultaat opleveren. » Ze beantwoordt ook aan de aanbevelingen van het Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding, van de CIRE (*Coordination et initiatives pour réfugiés et étrangers*) en talrijke andere organisaties.

Om juridische stabiliteit te waarborgen, de grondslag van onze rechtstaat, en om wat juristen « de grijze zone » noemen, tegen te gaan, dient de wetgever de burger, ook vreemdelingen en personen die in een onregelmatige situatie verkeren, een norm, een zekerheidsfactor aan te bieden en niet een regel die onrust en onzekerheid veroorzaakt.

Er dient ook te worden aangestipt dat de *première chambre civile* van het Franse *Cour de cassation* sinds 5 juli 2012 alle verzoeken tot invrijheidstelling van vreemdelingen die onregelmatig in het land verblijven, inwilligt op grond van de artikelen 8 en 15 van richtlijn nr. 2008/115/EG van het Europees Parlement en van de

se réfèrent tout autant à la jurisprudence de la Cour de Justice de l'Union européenne (arrêts du 28 avril 2011, C-61/PPU, et du 6 décembre 2011, C-329/11).

Fatiha SAÏDI.

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

Dans l'article 72 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, dernièrement modifié par la loi du 15 septembre 2006, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Elle vérifie si les mesures privatives de liberté et d'éloignement du territoire sont conformes à la loi et en particulier si la mesure privative de liberté constitue bien une mesure de dernier ressort au sens de l'article 74/8, § 1^{er}, et si au regard de la situation particulière de l'étranger détenu, elle est nécessaire, opportune et proportionnée au but recherché. Elle statue sur les mesures privatives de liberté et d'éloignement telles qu'elles se présentent au jour de l'audience, indépendamment du fait que le titre de privation de liberté ait pu changer entre le dépôt de la requête et l'audience. »

Art. 3

La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

27 juin 2013.

Fatiha SAÏDI.

Raad van 16 december 2008. Die arresten verwijzen ook naar de rechtspraak van het Hof van Justitie van de Europese Unie (arresten van 28 april 2011, C-61/PPU, en van 6 december 2011, C-329/11).

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

In artikel 72 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, laatst gewijzigd bij de wet van 15 september 2006, wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« Zij onderzoekt of de maatregelen van vrijheidsberoving of tot verwijdering van het grondgebied in overeenstemming zijn met de wet en in het bijzonder of de maatregel van vrijheidsberoving daadwerkelijk een uiterste maatregel is in de zin van artikel 74/8, § 1, en of die maatregel ten opzichte van de specifieke situatie van de opgesloten vreemdeling, noodzakelijk, gepast en evenredig is met het nastreefde doel. Zij doet een uitspraak over de maatregelen van vrijheidsberoving en verwijdering zoals ze op de dag van de zitting worden voorgesteld, ongeacht of de vrijheidsberovende titel is gewijzigd tussen het indienen van het verzoek en de zitting. »

Art. 3

Deze wet treedt in werking op de dag van haar bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

27 juni 2013.